



DIRECTION GÉNÉRALE RELATIONS  
COLLECTIVES DU TRAVAIL

ALGEMENE DIRECTIE  
COLLECTIEVE ARBEIDSBETREKKINGEN

Direction du Greffe

Directie van de Griffie

ERRATUM

Sous-commission paritaire de l'industrie des  
carrières de petit granit et de calcaire à tailler des  
provinces de Liège et de Namur  
n° 102.02

**CCT n° 122058/CO/102.02  
du 28/02/2014**

Correction du texte en français :

- l'article 4 doit être lu comme suit : « *Les salaires horaires minimums bruts sont fixés comme suit, au 1er mars 2014, dans un régime de travail de 40 heures par semaine, liés à l'indice 100,44, pivot de la tranche de stabilisation 99,45 à 101,44 ...* ».

Correction du texte en néerlandais :

- l'article 6 doit être lu comme suit : « *De in artikel 4 bepaalde lonen, alsook de **toeslag** en de premies bepaald in artikel 5 worden gekoppeld aan het indexcijfer der consumptieprijzen, maandelijks vastgesteld door de Federale Overheidsdienst Economie, KMO, Middenstand en Energie en bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.* ».

Correction du texte en français :

- l'article 8, 2<sup>ème</sup> ligne, doit être lu comme suit : « *Les pivots successifs suivants à la hausse sont donc : 102,45 — 103,47 — **104,50**...* ».

Correction du texte en néerlandais :

- entre l'article 16 et l'article 17, il faut insérer : « **HOOFDSTUK IX. Arbeidsduur** ».

Correction du texte en français :

- le chapitre noté XIII 'remboursement formation', doit être renuméroté **XII** ; le chapitre XIV 'travail intérimaire' doit être renuméroté **XIII**, et ainsi de suite...

Décision du

ERRATUM

Paritair Subcomité voor het bedrijf der  
hardsteengroeven en der groeven van uit te  
houwen kalksteen in de provincies Luik en Namen  
nr. 102.02

**CAO nr. 122058/CO/102.02  
van 28/02/2014**

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- artikel 4 moet als volgt gelezen worden : « *De bruto minimum uurlonen worden op 1 maart 2014, gekoppeld aan het spilindexcijfer 100,44 van de stabilisatiereeks **99,45 tot 101,44** in een arbeidstijdregeling van 40 uur per week, bepaald als volgt :..* ».

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- artikel 6 moet als volgt gelezen worden : « *De in artikel 4 bepaalde lonen, alsook de **toeslag** en de premies bepaald in artikel 5 worden gekoppeld aan het indexcijfer der consumptieprijzen, maandelijks vastgesteld door de Federale Overheidsdienst Economie, KMO, Middenstand en Energie en bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.* ».

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- artikel 8, 2de lijn, moet als volgt gelezen worden : « *De opeenvolgende opwaartse spilindexcijfers zijn dus: 102,45 — 103,47 — **104,50**...* ».

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- tussen artikel 16 en artikel 17 moet men plaatsen : « **HOOFDSTUK IX. Arbeidsduur** ».

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- de nummering van hoofdstuk XIII 'opleidingsvergoeding' moet nummerd worden **XII** ; hoofdstuk XIV 'uitzendarbeid' moet **XIII** worden, enzovoort...

Beslissing van

23-04-2015

**Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de petit granit et de calcaire à tailler des provinces de Liège et de Namur**

*Convention collective de travail du 28 février 2014*

Conditions de rémunérations

*CHAPITRE Ier. Champ d'application*

Article 1er. La présente convention collective de travail est applicable aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de petit granit et de calcaire à tailler des provinces de Liège et de Namur.

Par "ouvriers" sont visés : les ouvriers et ouvrières.

*CHAPITRE II. Classification professionnelle*

Art. 2. § 1er. Sont considérés comme "qualifiés" :

- les rocteurs;
- les opérateurs polyvalents de haveuse et scieurs à fil;
- les mineurs;
- les tailleurs de pierre manuels;
- les ouvriers de maintenance (forgerons, mécaniciens, soudeurs, électriciens, magasiniers, ...);
- les opérateurs de concasseurs;
- les débiteurs-finisseurs, façonnant des pierres à mesures finies d'après croquis;

- les ciseleurs à la machine qui ont la qualification de tailleurs de pierres;
- les opérateurs de pelles ou de bulldozers, qui possèdent le minimum de connaissance nécessaire pour en assurer la maintenance journalière.

§ 2. Sont considérés comme "spécialisés" :

- les scieurs diamantés;
- les opérateurs de haveuse;
- les scieurs à lames;
- les opérateurs de ponts;
- les foreurs sans utilisation d'explosifs;
- les cliveurs;
- les préposés de chargement au concassage;
- les polisseurs;
- les débitteurs;
- les ciseleurs;
- les conducteurs d'autres engins mécaniques autres que ceux définis à la catégorie des "qualifiés";
- les assistants des ouvriers de maintenance.

§ 3. Sont considérés comme "spécialisés" :

les ouvriers qui travaillent sous la surveillance et la responsabilité d'un ouvrier qualifié et ce, jusqu'au moment où ils atteignent le niveau de qualification leur permettant d'effectuer eux-mêmes et sous leur propre responsabilité, les travaux normaux relevant de l'exercice d'une profession qualifiée.

§ 4. Sont considérés comme "manœuvres":

les ouvriers qui ne disposent pas d'expérience utile pour être classés dans l'une ou l'autre des deux catégories définies ci-dessus.

Art. 3. L'ouvrier appelé à exercer occasionnellement des fonctions relevant d'une catégorie inférieure conserve son salaire habituel.

L'ouvrier appelé à exercer occasionnellement des fonctions relevant d'une catégorie supérieure obtient, pendant cette période, le salaire y afférent pour autant qu'il effectue normalement le travail auquel il est momentanément affecté.

### CHAPITRE III. Salaires

Art. 4. Les salaires horaires minimums bruts sont fixés comme suit, au 1er mars 2014, dans un régime de travail de 40 heures par semaine, liés à l'indice 100,44, pivot de la tranche de stabilisation 99,45 à 101,44

Evolution en fonction de l'ancienneté

	EUR
Manœuvre	13,5007

Après 3 ans maximum dans la fonction, évaluation par l'employeur pour passer spécialisé.

	EUR
Spécialisé	13,6708

Après 2 ans maximum dans la fonction, évaluation par l'employeur pour passer spécialisé +

	EUR
Spécialisé +	13,8519
Spécialisé + 5 ans	13,9505
Spécialisés + 7 ans	14,0871

Après 2 ans maximum dans la fonction, évaluation par l'employeur pour passer qualifié.

	EUR
Qualifié :	
- 0 an	14,1824
- 3 ans	14,7627
- 5 ans	14,8791

Evolution en fonction de l'ancienneté

	EUR
Qualifié + :	
- 0 an	14,9951
- 3 ans	15,5181
- 5 ans	15,6264
- 7 ans	15,7630

Décision de l'employeur

#### CHAPITRE IV. *Travail en équipes ou à "horaire décalé"*

Art. 5. A partir du 1er mars 2014, sans préjudice des dispositions de l'article 35 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail, les ouvriers dont le travail est organisé en équipes successives reçoivent une prime de 0,4408 EUR par heure pour les prestations effectuées entre 14 et 22 heures. Les prestations effectuées entre 22 et 6 heures donnent droit à une prime de 1,0468 EUR par heure. Les prestations effectuées entre 6 et 14 heures donnent droit à une prime de 0,3790 EUR par heure.

Lorsque le travail est effectué occasionnellement suivant un "horaire décalé", les ouvriers reçoivent une prime de 0,6420 EUR par heure pour les prestations effectuées entre 17 et 22 heures. Les prestations effectuées entre 22 et 6 heures donnent droit à une prime de 1,0468 EUR par heure.

Lorsque le travail est effectué occasionnellement en équipes, les ouvriers reçoivent une prime de 0,6420 EUR par heure pour les prestations effectuées entre 14 et 22 heures. Les prestations effectuées entre 22 et 6 heures donnent droit à une prime de 1,0468 EUR par heure.

La prime pour travail en équipes ou en "horaire décalé" est distincte du salaire proprement dit et renseignée comme telle au compte individuel de l'ouvrier.

#### CHAPITRE V. *Liaison des salaires à l'indice des prix à la consommation*

Art. 6. Les salaires fixés à l'article 4, ainsi que le supplément et les primes définis à l'article 5 sont rattachés à l'indice des prix à la consommation établi mensuellement par le Service public fédéral Economie, PME, Classes moyennes et Energie et publié au Moniteur belge.

Art. 7. Les salaires, le supplément et les primes visés à l'article 6 varient à la hausse comme à la baisse, par tranche de 1 p.c. de leur valeur pour toute variation du même pourcentage de l'indice à partir de l'indice pivot.

Lorsque la troisième décimale de cette opération est égale ou supérieure à cinq, la deuxième décimale de la limite est arrondie à l'unité supérieure. Lorsqu'elle est inférieure à cinq, elle est négligée.

Art. 8. Le premier indice-pivot à la hausse est fixé à 101,44.

Les pivots successifs suivants à la hausse sont donc : 102,45 – 103,47 – 104,50...

Art. 9. Les variations des salaires, suppléments et primes visés à l'article 7 prennent cours le premier jour du mois suivant, dès que l'indice a dépassé un des indices-pivots; ces salaires, suppléments et primes ne se modifient plus tant qu'un nouveau pivot n'a pas été franchi.

#### CHAPITRE VI. *Prime pour la fête de "Sainte-Barbe"*

Art. 10. La prime de la "Sainte-Barbe" est assimilée au paiement d'un jour férié légal. Elle est payée aux ouvriers qui remplissent les conditions requises pour le paiement d'un jour férié légal.

#### CHAPITRE VII. *Prime de fin d'année*

Art. 11. Pour l'année 2013, il est octroyé une prime de fin d'année correspondant à 6 p.c. des salaires bruts promérités, à l'exclusion de la prime de fin d'année, pendant la période de référence qui s'établit du 1er novembre 2012 au 31 octobre 2013.

Pour l'année 2014, la période de référence s'établit du 1er novembre 2013 au 31 octobre 2014.

Les ouvriers qui quittent l'entreprise touchent la prime au prorata des salaires bruts promérités dans la période de référence.

Art. 12. La prime de fin d'année est payée au plus tard le 25 décembre de l'année en cours.

Art. 13. En cas de litige pour le paiement de la prime de fin d'année au cas par cas, il sera fait appel au président de la Sous-commission paritaire de l'industrie des carrières de petit granit et de calcaire à tailler des provinces de Liège et de Namur qui agira en conciliateur.

## CHAPITRE VIII. *Remboursement des frais de transport*

Art. 14. Les employeurs interviennent dans les frais de transport des ouvriers qui utilisent un moyen de transport personnel.

Art. 15. Sans préjudice de l'application de la convention collective de travail n° 19octies du 20 février 2009, conclue au sein du Conseil national du travail, modifiant la convention collective de travail n° 19ter du 5 mars 1991, conclue au sein du Conseil national du travail, remplaçant la convention collective de travail n° 19 concernant l'intervention financière de l'employeur dans le prix du transport des travailleurs, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 21 mai 1991, les ouvriers reçoivent, quel que soit le moyen de transport utilisé, l'équivalent de 75 p.c. du prix de la carte train assimilée à l'abonnement social pour la distance parcourue par la route entre le domicile et le lieu de travail, ce en concordance aux tableaux en vigueur annexés à l'arrêté royal du 28 juillet 1962 fixant le montant et les modalités de paiement de l'intervention des employeurs dans la perte subie par la Société nationale des chemins de fer belges par l'émission d'abonnements pour ouvriers et employés.

Art. 16. Le remboursement s'effectue au moins mensuellement.

## CHAPITRE IX. *Durée du travail*

Art. 17. La durée du travail reste fixée à 38 heures par semaine. Pour l'application de la présente convention collective de travail, sont assimilés à des jours de travail, les jours fériés, les jours de petit chômage, ceux donnant lieu au paiement du salaire hebdomadaire garanti, ceux consacrés à la formation syndicale et la promotion sociale, ainsi que les jours de récupération.

Dans les entreprises où les prestations sont de 40 heures par semaine, il est octroyé 12 jours de repos compensatoires.

## CHAPITRE X. *Prime syndicale*

Art. 18. A partir de 2011, les employeurs s'engagent à verser pour le 31 janvier de l'année suivante au plus tard, à l'A.S.B.L. "Fonds social des ouvriers carriers", dont le siège social est établi à Bruxelles, rue Haute, 26-28, un montant de 135 EUR l'an et par travailleur effectif inscrit au registre du personnel au 31 décembre précédent, ainsi que pour les prépensionnés.



Si le travailleur inscrit au 31 décembre de l'année ne compte pas une année complète, il sera payé une prime au prorata temporis avec un minimum de 6 mois.

Si le travailleur n'est plus inscrit au 31 décembre de l'année mais a presté dans l'entreprise, il sera versé au prorata temporis.

Tout mois commencé est considéré comme mois entier.

Pour tout travailleur absent plus d'un an dans la période de référence, l'entreprise ne verse pas au fonds précité.

Le montant précité permet au fonds social d'octroyer aux travailleurs une prime de 135 EUR.

Art. 19. Le versement effectué par employeur et par entreprise est subordonné au respect des dispositions relatives à la procédure de conciliation et de préavis en cas d'arrêt de travail et en l'absence d'entrave collective ou individuelle au travail dans l'entreprise.

Art. 20. Toute action ayant pour effet la non-observance de l'article 24 peut entraîner l'amputation d'un quart du versement; la décision de l'employeur n'est prise qu'après enquête effectuée en présence des représentants des organisations syndicales.

Art. 21. La prime est payée aux bénéficiaires, à l'intervention de l'A.S.B.L. "Fonds social des ouvriers carriers", rue Haute 26-28, à Bruxelles, et est répartie par ce fonds au prorata temporis aux travailleurs syndiqués dans l'une des organisations syndicales signataires de la présente convention.

Art. 22. Les comptes de l'A.S.B.L. "Fonds social des ouvriers carriers" sont soumis une fois par an à l'examen du représentant des employeurs cependant que l'administration des mines effectue éventuellement des contrôles de déclarations et cotisations des employeurs.

## CHAPITRE XI. *Fin de carrière*

Art. 23. Pour les travailleurs âgés de 55 ans et plus, confrontés à un problème médical ou autre ne leur permettant plus de poursuivre leur activité et qui de ce fait sont licenciés par leur employeur et pour autant qu'ils aient 20 années dans le secteur, il sera accordé par le fonds de sécurité d'existence, sur décision du conseil d'administration, une indemnité complémentaire mensuelle correspondant à la moitié de la différence entre le salaire mensuel net de référence et l'allocation de chômage au moment du départ. Cette indemnité est octroyée jusqu'à maximum 65 ans et est liée à la perception des allocations de chômage.

Si nécessaire une négociation pourra avoir lieu entre l'employeur et les organisations représentatives des travailleurs.

En cas de litige, il sera fait appel au président de la sous-commission paritaire qui agira en conciliateur.

## CHAPITRE XII. *Remboursement formation*

Art. 24. Un montant annuel de 49,58 EUR par travailleur sera versé au fonds social suivant les modalités de la prime syndicale.

## CHAPITRE XIII. *Travail intérimaire*

Art. 25. Les entreprises s'engagent à ne recourir au travail intérimaire que conformément à la législation en la matière.

Si au-delà de la période de quinze jours d'engagement, l'employeur désire maintenir l'intérimaire, il devra obligatoirement solliciter l'accord des organisations syndicales représentées au sein de la présente sous-commission paritaire.

## CHAPITRE XIV. *Suppression du jour de carence*

Art. 26. Depuis l'année 1997, il y a suppression du premier jour de carence de la première maladie par semestre.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2014, le jour de carence est supprimé en application des dispositions relatives à l'harmonisation des statuts ouvrier et employé.

#### CHAPITRE XV *Intervention en cas de maladie longue durée*

Art. 27. Les ouvriers qui comptent une ancienneté de minimum 2 ans, bénéficient, en cas de maladie d'au moins 30 jours calendriers consécutifs, d'une indemnité complémentaire de 74,37 EUR.

#### CHAPITRE XVI *Formation des jeunes*

Art. 28. La formation en alternance sera favorisée par :

- l'instauration du contrat d'apprentissage industriel;
- l'instauration de conventions emploi-formation.

Des conventions d'encadrement seront négociées au niveau des entreprises, signées par les secrétaires régionaux des organisations interprofessionnelles représentées au niveau de la sous-commission paritaire, et approuvées par la sous-commission paritaire.

Art. 29. En application de l'accord interprofessionnel conclu pour les années 2009 – 2010 et de la convention collective de travail du 26 août 2013 concernant les efforts supplémentaires de formation, les parties conviennent d'accroître de 5 p.c. le taux de participation aux formations.

L'objectif peut également être rencontré par le recours à des PFI (Plan formation insertion), la formation en alternance, la formation continuée du personnel en interne, le congé-éducation payé, des stages en collaboration avec le Forem et les établissements scolaires.

Dans ce cadre, les priorités seront définies dans le cadre de la convention-cadre avec la Région wallonne et la Communauté française concernant la formation et l'insertion socio-professionnelle.

Le fonds de formation est chargé d'assurer le contrôle de l'effort réalisé et de faire rapport à la sous-commission paritaire. Les modalités de contrôle seront définies par le conseil d'administration du fonds de formation.

## CHAPITRE XVII. *Mesures de promotion de l'emploi*

Art. 30. Conformément aux dispositions de la loi du 3 juillet 2005 portant des dispositions diverses relatives à la concertation sociale, le présent secteur s'engage à :

- a) L'instauration d'un droit au régime de chômage avec complément d'entreprise à 58/60 ans ;
- b) L'instauration d'un droit au régime de chômage avec complément d'entreprise conventionnel à 56 ans ;
- c) L'instauration d'un droit au régime de chômage avec complément d'entreprise à 56 ans avec 40 années de carrière professionnelle et avoir travaillé un trimestre avant l'âge de 17 ans;
- d) La mise en place d'horaires flexibles et la limitation des heures supplémentaires.

Ces quatre mesures feront l'objet de conventions d'encadrement, signées par les secrétaires régionaux des organisations interprofessionnelles représentées au niveau de la sous-commission paritaire, et approuvées par la sous-commission paritaire.

## CHAPITRE XVIII. *Garantie du volume global de l'emploi*

Art. 31. a) Les employeurs s'engagent à maintenir le volume global de l'emploi, sur la base de l'effectif au 31 décembre 2008, durant la présente convention collective de travail. En cas de problèmes, il y aura concertation avec les permanents syndicaux. Les employeurs s'engagent à ne pas procéder à des licenciements pour raisons économiques sans concertation préalable avec les organisations syndicales.

b) Les employeurs s'engagent à procéder avec les organisations syndicales à une concertation et une évaluation des conditions de travail en vue de prévenir la sécurité sur les lieux de travail ainsi que le respect des conditions d'hygiène pour les travailleurs. Cette démarche s'inscrit suite au départ des délégués ouvriers. Un plan cadre d'action annuel en matière de sécurité et d'hygiène sera établi au niveau du secteur pour le 31 décembre 2012 au plus tard.

CHAPITRE XIX. *Innovation et recherche en développement*

Art. 32. Conformément à l'accord interprofessionnel conclu pour les années 2007-2008, les parties conviennent qu'en vue de contribuer au développement d'une culture d'innovation dans les entreprises et d'y impliquer au maximum les travailleurs sur la base de leurs préoccupations et de leur expérience, le thème de l'innovation sera chaque année mis à l'ordre du jour de la sous-commission paritaire en vue d'un dialogue sans que cela puisse entraîner une administration supplémentaire déraisonnable dans les entreprises et en respectant le caractère confidentiel des informations communiquées lors de ce dialogue.

## CHAPITRE XX.

*Embauche, intégration ou maintien au travail de personnes ayant des capacités mentales ou physiques réduites causées ou non par un accident (de travail) ou par une maladie (professionnelle)*

Art. 33. A la condition expresse d'une ancienneté de dix ans dans le secteur, une concertation pour le reclassement interviendra entre les parties.

CHAPITRE XXI *Assurance hospitalisation*

Art. 34. Les parties examineront la situation dans le secteur au travers du fonds de sécurité.

CHAPITRE XXII *Crédit-temps*

Art. 35. La convention collective de travail n° 103 du 27 juin 2012 conclue au sein du Conseil national du travail instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et d'emplois de fin de carrière, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 25 août 2012 (Moniteur belge du 31 août 2012) sera d'application.

CHAPITRE XXIII. *Validité*

Art.36. La présente convention collective de travail produit ses effets le 1er janvier 2013 et cesse de produire ses effets le 31 décembre 2014. Elle sera reconduite par tacite reconduction pour une durée d'un jusqu'à la conclusion d'une nouvelle convention collective de travail relative aux conditions de travail.

4

**Paritair Subcomité voor het bedrijf der hardsteen-groeven en der groeven van uit te houwen kalksteen in de provincies Luik en Namen**

*Collectieve arbeidsovereenkomst van 28 februari 2014*

Loonvoorwaarden

**HOOFDSTUK I. Toepassingsgebied**

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de arbeiders van de bedrijven die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor het bedrijf der hardsteen-groeven en der groeven van uit te houwen kalksteen in de provincies Luik en Namen.

Onder "arbeiders » wordt verstaan : de mannelijke en de vrouwelijke arbeiders.

**HOOFDSTUK II. Beroepskwalificatie**

Art. 2. § 1. Worden als « gekwalificeerd » beschouwd" :

- de kanthouwers;
- de polyvalente operatoren van de zaagmachine en draadzagers;
- de schietmeesters;
- de manuele steenhouwers;
- de onderhoudswerklui (smeden, werktuigkundigen, lassers, elektrikers, magazijniers, ...);
- de bedieners van de breekmolens;
- de steenzagers-afwerkers die volgens schets stenen op maat bewerken;
- de frezersmet de machine die de kwalificatie van steenhouwers hebben;
- de operatoren van schop of bulldozers die de minimumkennis bezitten om het dagelijkse onderhoud te doen.

§ 2. Worden als "deskundig" beschouwd :

- de diamantzagers;
- de operatoren van de zaagmachine;
- de lemmezagers;
- de operatoren van de bruggen;
- de boorders zonder gebruik van springstoffen;
- de klievers;
- de aangestelden voor het landen van breekmolens;
- de polijsters;
- de steenzagers;
- de frezers;
- de bedieners van andere mechanische machines andere dan deze bepaald in de categorie van de « gekwalificeerden »;
- de helpers van de onderhoudswerklui.

§ 3. Worden als « deskundig » beschouwd :

De werklieden die onder het toezicht en de verantwoordelijkheid van een gekwalificeerde arbeiders werken tot zij het kwalificatieniveau bereiken waardoor zijzelf en op eigen verantwoordelijkheid de gewone werkzaamheden kunnen uitoefenen die tot de uitoefening van een gekwalificeerd beroep behoren.

§ 4. Worden als "hulpwerklieden" beschouwd :

De arbeiders die wegens gebrek aan ervaring in geen van beide voormelde categorieën kunnen worden ingedeeld.

Art. 3. De arbeider die af en toe functies van een lagere categorie moet uitoefenen, behoudt zijn gewone loon.

De arbeider die bij gelegenheid functies van een hogere categorie moet uitoefenen, bekomt hiervoor gedurende deze periode het daaraan gekoppelde loon voor zover hij de arbeid waarvoor hij tijdelijk is aangesteld normaal verricht.

### HOOFDSTUK III. Lonen

Art. 4. De bruto minimum uurlonen worden op 1 maart 2014, gekoppeld aan het spilindexcijfer 100,44 van de stabilisatiereeks 99,45 tot 101,44 in een arbeidstijdregeling van 40 uur per week, bepaald als volgt :

Evolutie in functie van de anciënniteit

	EUR
Hulpwerklieden	13,5007
Na maximaal 3 jaar in de functie, evaluatie door de werkgever om over te gaan naar de categorie deskundige.	
	EUR
Deskundige	13,6708
Na maximaal 2 jaar in de functie, evaluatie door de werkgever om over te gaan naar de categorie deskundige +	
	EUR
Deskundige +	13,8519
deskundige + 5 jaar	13,9505
deskundige + 7 jaar	14,0871
Na maximaal 2 jaar in de functie, evaluatie door de werkgever om over te gaan naar de categorie gekwalificeerd.	
	EUR
Gekwalificeerd :	
- 0 jaar	14,1824
- 3 jaar	14,7627
- 5 jaar	14,8791



## Evolutie in functie van de anciënniteit

Gekwalificeerd + :	EUR
- 0 jaar	14,9951
- 3 jaar	15,5181
- 5 jaar	15,6264
- 7 jaar	15,7630

## Beslissing van de werkgever

### HOOFDSTUK IV. *Arbeid in ploegen of met « verschoven uurrooster »*

Art. 5. Onverminderd de bepalingen van artikel 35 van de arbeidswet van 16 maart 1971, ontvangen de arbeiders die in opeenvolgende ploegen werken vanaf 1 maart 2014 een premie van 0,4408 EUR per uur voor de prestaties verricht tussen 14 en 22 uur. De prestaties verricht tussen 22 en 6 uur geven recht op een premie van 1,0468 EUR per uur. De prestaties verricht tussen 6 en 14 uur geven recht op een premie van 0,3790 EUR per uur.

Wanneer de arbeid bij gelegenheid volgens een « verschoven uurrooster » wordt verricht, ontvangen de arbeiders een premie van 0,6420 EUR per uur voor de prestaties verricht tussen 17 en 22 uur. De prestaties verricht tussen 22 en 6 uur geven recht op een premie van 1,0468 EUR per uur.

Wanneer de arbeid bij gelegenheid in ploegen wordt verricht, ontvangen de arbeiders een premie van 0,6420 EUR per uur voor de prestaties verricht tussen 14 en 22 uur. De prestaties verricht tussen 22 en 6 uur geven recht op een premie van 1,0468 EUR per uur.

De premie voor arbeid in ploegen of met « verschoven uurrooster » verschilt van het eigenlijke loon en wordt als dusdanig vermeld op de individuele rekening van de arbeider.

### HOOFDSTUK V. *Koppeling van de lonen aan het indexcijfer der consumptieprijsen*

Art. 6. De in artikel 4 bepaalde lonen, alsook de toeslag en de premies bepaald in artikel 5 worden gekoppeld aan het indexcijfer der consumptieprijsen, maandelijks vastgesteld door de Federale Overheidsdienst Economie, KMO, Middenstand en Energie en bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

Art. 7. De in artikel 6 bedoelde lonen, toeslag en de premies variëren in opwaartse en in neerwaartse zin per schijf van 1% van hun waarde voor elke wijziging met een gelijk percentage, waarbij het spilindexcijfer de grondslag is.

Wanneer de derde decimaal van deze berekening gelijk is aan of hoger dan vijf, wordt de tweede decimaal van de grens afgerond op de hogere eenheid. Wanneer die decimaal lager is dan vijf is dit cijfer te verwaarlozen.

Art. 8. Het eerste opwaartse spilindexcijfer is vastgesteld op 101,44.

De opeenvolgende opwaartse spilindexcijfers zijn dus : 102,45 – 103,47 – 104,50...

Art. 9. De schommelingen van de in artikel 7 bedoelde lonen, toeslagen en premies gaan in op de eerste dag van de volgende maand, zodra het indexcijfer een van de spilindexcijfers overschrijdt ; deze lonen, toeslagen en premies worden niet meer gewijzigd zolang geen nieuwe spil overschreden is.

#### HOOFDSTUK VI. *Premie voor het feest van "Sinte-Barbe"*

Art. 10. De premie voor het feest van "Sinte-Barbe" wordt gelijkgesteld met de betaling van een wettelijke feestdag. Zij wordt uitbetaald aan de arbeiders die de voorwaarden vervullen die vereist zijn voor de betaling van een wettelijke feestdag.

#### HOOFDSTUK. *Eindejaarspremie*

Art. 11. Voor het jaar 2013 wordt een eindejaarspremie toegekend, die overeenstemt met 6% van de ontvangen brutolonen, met uitzondering van de eindejaarspremie, gedurende de referentieperiode van 1 november 2012 tot 31 oktober 2013.

Voor het jaar 2014 wordt de referentieperiode vastgesteld van 1 november 2013 tot 31 oktober 2014.

De arbeiders die de onderneming verlaten ontvangen de premie naar rata van de ontvangen brutolonen in de referentieperiode.

Art. 12. De eindejaarspremie wordt uiterlijk op 25 december van het lopende jaar uitbetaald.

Art. 13. In geval van betwisting betreffende de uitbetaling van de eindejaarspremie zal voor elk geval afzonderlijk een beroep worden gedaan op de voorzitter van het Paritair Subcomité voor het bedrijf der hardsteen-groeven en der groeven van uit te houwen kalksteen in de provincies Luik en Namen die als bemiddelaar zal optreden.

#### HOOFDSTUK VIII. *Terugbetaling van de vervoerskosten*

Art. 14. De werkgevers komen tegemoet in de vervoerskosten van de arbeiders die van een eigen vervoermiddel gebruik maken.

Art. 15. Onverminderd de toepassing van collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19octies van 20 februari 2009, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot wijziging van collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19ter van 5 maart 1991, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot vervanging van collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19 betreffende de financiële bijdrage van de werkgevers in de prijs van het vervoer van de werknemers, algemeen verbindend verklaard bij het koninklijk besluit van 21 mei 1991, ontvangen de arbeiders, ongeacht het vervoermiddel dat ze gebruiken, een bedrag gelijk aan 75% van de treinkaart die geldt als sociaal abonnement voor de afstand afgelegd langs de weg tussen de woon- en de werkplaats, dit in overeenstemming met de van toepassing zijnde tabellen die zijn gevoegd bij het koninklijk besluit van 28 juli 1962 tot vaststelling van het bedrag en de wijze van betaling van de werkgeversbijdrage en het verlies geleden door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen ingevolge de uitgifte van abonnementen voor arbeiders en bedienden.

Art. 16. De terugbetaling vindt minstens maandelijks plaats.

#### HOOFDSTUK IX. *Arbeidsduur.*

Art. 17. De arbeidsduur blijft gehandhaafd op 38 uur per week. Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst worden met werkdagen gelijkgesteld, de feestdagen, de dagen klein verlet, de dagen die aanleiding geven tot de betaling van het gewaarborgd weekloon, de dagen die worden besteed aan vakbondsopleiding en sociale promotie, alsmede de recuperatiedagen.

In de ondernemingen waar 40 uur per week wordt gewerkt, worden 12 inhaalrustdagen toegekend.

#### HOOFDSTUK X. *Vakbondspremie*

Art. 18. Vanaf 2011 verbinden de werkgevers zich ertoe om uiterlijk tegen 31 december van het volgende jaar, aan de V.Z.W. "Sociaal fonds voor de arbeiders van het groefbedrijf", waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te Brussel, Hoogstraat, 26-28, een bedrag te storten van 135 EUR per jaar en per arbeider die op 31 december van het vorige jaar effectief is ingeschreven in het personeelsregister, alsmede voor de bruggepensioneerde arbeiders.

Indien de werknemer die op 31 december van het betreffende jaar is ingeschreven geen volledig jaar heeft gewerkt, wordt prorata temporis een premie betaald met een minimum van 6 maanden.

Indien de werknemer niet meer is ongeschreven op 31 december van het betreffende jaar maar in de onderneming heeft gewerkt, zal de premie prorata temporis worden betaald

Elke begonnen maand wordt als een volledige maand beschouwd.

Voor elke werknemer die gedurende de referentieperiode langer dan een jaar afwezig is geweest, stort de onderneming niet in bovenvermeld fonds.

Met voormeld bedrag kan het sociaal fonds de werknemers een premie van 135 EUR toekennen.

Art. 19. De storting die per werkgever en per onderneming gebeurt is afhankelijk van de naleving van voorwaarden betreffende de verzoenings- en vooropzeggingsprocedure in geval van stopzetting van de arbeid en zij wordt verricht wanneer het werk in de onderneming noch collectief, noch individueel wordt belemmerd.

Art. 20. Elke actie die tot gevolg heeft dat artikel 24 niet in acht wordt genomen, kan leiden tot een vermindering met een vierde van de storting ; de werkgever neemt deze beslissing pas wanneer in aanwezigheid van de vertegenwoordigers van de vakorganisaties een onderzoek is verricht.

Art. 21. De premie wordt door toedoen van de V.Z.W. "Sociaal fonds voor de arbeiders van het groefbedrijf", Hoogstraat 26-28, te Brussel aan de rechthebbenden betaald, en door dit fonds prorata temporis verdeeld onder de georganiseerde werknemers die lid zijn van een van de vakorganisaties die deze overeenkomst hebben ondertekend.

Art. 22. De rekeningen van de V.Z.W. "Sociaal fonds voor de arbeiders van het groefbedrijf" worden eenmaal per jaar aan de vertegenwoordiger van de werkgevers voorgelegd terwijl de administratie van het mijnwezen eventueel de aangiften en de bijdragen van de werkgevers controleert.

## HOOFDSTUK XI. *Eindloopbaan*

Art. 23. Voor de werknemers die 55 jaar en ouder zijn en die een medisch of ander probleem hebben, waardoor zij hun beroepsarbeid niet meer kunnen voortzetten en ten gevolge hiervan door hun werkgever worden ontslagen, zal er, voor zover zij 20 jaar dienst hebben in de sector, door het fonds voor bestaanszekerheid, beslissing van de raad van beheer, een maandelijks aanvullende vergoeding worden toegekend die overeenkomt met de helft van het verschil tussen het netto referentemaandloon en de werkloosheidsuitkering op het ogenblik van het vertrek. Deze vergoeding wordt toegekend tot een maximum van 65 jaar en wordt gekoppeld aan de inning van de werkloosheidsuitkeringen.

Indien nodig kan er tussen de werkgever en de representatieve werknemersorganisaties overleg plaatsvinden.

In geval van geschil zal er een beroep worden gedaan op de voorzitter van het paritair subcomité, die zal optreden als bemiddelaar.

## HOOFDSTUK XII . *Opleidingsvergoeding*

Art. 24. Per werknemer zal jaarlijks een bedrag van 49,58 EUR worden gestort aan het sociaal fonds overeenkomstig de voorwaarden in verband met de vakbondspremie.

## HOOFDSTUK XIII . *Uitzendarbeid*

Art. 25. De ondernemingen verbinden er zich toe om uitsluitend gebruik te maken van uitzendarbeid overeenkomstig de wetgeving ter zake.

Wanneer de werkgever de uitzendkracht langer in dienst wil houden na de indienstnemingsperiode van vijftien dagen, dient hij het akkoord te vragen van de vakorganisaties die in dit paritair subcomité vertegenwoordigd zijn.

## HOOFDSTUK XIV *Afschaffing van de carensdag*

Art. 26. Sinds 1997, is de eerste carensdag van de eerste ziekte per kwartaal afgeschaft.

Vanaf 1 januari 2014, wordt de carensdag afgeschaft in toepassing van de maatregelen betreffende de harmonisering van de statuten arbeider en bediende.

## HOOFDSTUK XV . *Tegemoetkoming in geval van langdurige ziekte*

Art. 27. De arbeiders die minstens twee jaar anciënniteit hebben, hebben in geval van ziekte van minstens 30 kalenderdagen, recht op een aanvullende vergoeding van 74,37 EUR.

## HOOFDSTUK XVI . *Opleiding van jongeren*

Art. 28. De opleiding in het kader van het alternerend leren wordt aangemoedigd d.m.v. :

- invoering van de industriële leerovereenkomst;

- invoering van de overeenkomst werk/opleiding.

Op het niveau van de ondernemingen zal worden onderhandeld over omkaderingsovereenkomsten, die worden ondertekend door de regionale secretarissen van de interprofessionele organisaties die vertegenwoordigd zijn in het paritair subcomité en worden goedgekeurd door het paritair subcomité.

Art. 29. Op grond van het interprofessioneel akkoord voor 2009 – 2010 en van de collectieve arbeidsovereenkomst van 26 augustus 2013 betreffende de bijkomende vormingsinspanningen, stemmen de partners ermee in om de participatiegraad aan de opleidingen met 5% te verhogen.

Om die doelstellingen te realiseren kan men ook terugrijpen naar de volgende pistes : de PFI's (Plan formation insertion), het alternerend leren, de voortgezette opleiding van personeelsleden op intern niveau, het betaald educatief verlof, stages in samenwerking met de Forem en de onderwijsinstellingen.

In dat kader zullen prioriteiten worden vastgesteld in de raamovereenkomst met het Waals Gewest en de Franse Gemeenschap op het stuk van opleiding en de socio-professionele inschakeling.

Het opleidingsfonds moet instaan voor het toezicht op de geleverde inspanningen en verslag uitbrengen aan het paritair subcomité. De raad van beheer van het opleidingsfonds zal de voorwaarden m.b.t. het toezicht vaststellen.

## HOOFDSTUK XVII. *Maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling*

Art. 30. Overeenkomstig de bepalingen van de wet van 3 juli 2005 houdende diverse bepalingen betreffende het sociaal overleg, verbindt de sector zich tot :

- a) De invoering van het recht op werkloosheid met bedrijfstoelage op 58/60 jaar ;
- b) De invoering van het recht op conventionele werkloosheid met bedrijfstoelage op 56 jaar ;
- c) De invoering van het recht op werkloosheid met bedrijfstoelage op 56 jaar met een beroepsloopbaan van 40 jaar en een kwartaal gewerkt hebben vóór de leeftijd van 17 jaar;
- d) De invoering van flexibele werkroosters en het beperken van overuren.

Voormelde vier maatregelen worden ingebed in raamovereenkomsten die worden ondertekend door de regionale secretarissen van de interprofessionele organisaties vertegenwoordigd in het paritair subcomité en goedgekeurd door het paritair subcomité.

#### HOOFSTUK XVIII *Garantie inzake het totale tewerkstellingsvolume*

Art. 31. a) De werkgevers verbinden zich ertoe het totale tewerkstellingsvolume te behouden, op basis van de personeelssterkte op 31 december 2008, gedurende de looptijd van deze collectieve arbeidsovereenkomst. Bij moeilijkheden zal er overleg worden gepleegd met de lokale secretarissen. De werkgevers verbinden zich ertoe geen ontslagen omwille van economische redenen door te voeren zonder voorafgaand overleg met de vakorganisaties.

b) De werkgevers verbinden zich ertoe om met de vakorganisaties de arbeidsomstandigheden te bespreken en te evalueren met het oog op het behoud van de veiligheid op de werkplaatsen alsook op de naleving van de hygiënevoorschriften voor de werknemers. Die aanpak sluit aan bij het vertrek van de afgevaardigden-arbeiders. De sector moet uiterlijk tegen 31 december 2012 een jaarlijks actieplan opstellen inzake veiligheid en hygiëne.

#### HOOFDSTUK XIX *Innovatie en ontwikkelingsonderzoek*

Art. 32. Overeenkomstig het voor 2007-2008 gesloten interprofessioneel akkoord komen de partijen overeen dat, teneinde bij te dragen aan de ontwikkeling van een cultuur van vernieuwing in de bedrijven en er zoveel mogelijk werknemers bij te betrekken, op basis van hun bezorgdheden en hun ervaring, zal het onderwerp van de vernieuwing jaarlijks op de agenda van het paritair subcomité komen met het oog op een dialoog, zonder dat daardoor een onredelijke vermindering van administratief werk ontstaat en op voorwaarde dat de vertrouwelijke aard van de tijdens die dialoog meegedeelde inlichtingen gerespecteerd wordt.

#### HOOFDSTUK XX..

*Indienstneming, integratie of aan het werk houden van personen die verminderde mentale of fysieke vermogens hebben al dan niet veroorzaakt door een (arbeids)ongeval of door een (beroeps)ziekte*

Art. 33. Onder de uitdrukkelijke voorwaarde van een anciënniteit van tien jaar in de sector, zal door de partijen overlegd worden over outplacement.

HOOFDSTUK XXII  
*Hospitalisatieverzekering*

Art. 34. De partijen zullen de situatie in de sector onderzoeken door het zekerheidsfonds.

HOOFDSTUK XXIII *Tijdskrediet*

Art. 35. Collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103 van 27 juni 2012 gesloten op de Nationale Arbeidsraad tot invoering van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en landingsbanen, algemeen verbindend verklaard door het koninklijk besluit van 25 augustus 2012 (Belgisch Staatsblad van 31 augustus 2012) zal van toepassing zijn.

HOOFDSTUK XXIV *Geldigheidsduur*

Art. 36. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2013 en treedt buiten werking op 31 december 2014. Zij wordt stilzwijgend verlengd voor een jaar tot het sluiten van een nieuwe collectieve arbeidsovereenkomst betreffende de arbeidsvoorwaarden.

De vroegere akkoorden die niet door deze collectieve arbeidsovereenkomst worden gewijzigd, blijven van toepassing.